

**Vers une agriculture paysanne et communiste : quels combats en perspective ?**

**Introduction :**

**L'agro-industrie et ses alliés du syndicalisme agricole majoritaire : des ennemis de classe**

Le capitalisme dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation écrase les agriculteur-rices, les travailleur-euses et les consommateur-rices. L'agro-industrie et les syndicats agricoles majoritaires dominent aujourd'hui ce champ de l'économie, et le cogèrent avec le Ministère en charge de l'agriculture. Ces mêmes syndicats sont radicalisés et chauffés à blanc dans leurs revendications capitalistes, anti-environnement et anti-santé publique suite à des mobilisations victorieuses. En face, les alternatives sont minoritaires syndicalement (Confédération Paysanne et MODEF), l'agriculture biologique et le commerce équitable sont des segments très minoritaires du « marché » de l'alimentation. L'alimentation de qualité, produite par des paysan-nes rémunéré-es justement, et sans détruire la biodiversité et les ressources naturelles, est réservée à une minorité de consommateur-rices sensibles à ces causes et ayant accès aux ressources financières nécessaires pour l'acheter.

Le très fort capital sympathie des agriculteur-rices, sur lequel le syndicalisme agricole majoritaire s'appuie, laisse craindre une très forte mobilisation des capitalistes contre un programme de réformes qu'une gauche élue pourrait tenter de mettre en place. En effet, toute réforme de l'agriculture et de l'agro-alimentaire passera par une limitation du pouvoir économique des entreprises, propriétaires terriens et capitalistes, qui s'y opposeront farouchement, n'hésitant pas à utiliser l'industrie agro-alimentaire et la production agricole, et donc l'alimentation de la population, comme un outil de négociation.

**S'attaquer de front au capitalisme agricole pour garantir l'alimentation**

L'agriculture a besoin d'une révolution, et le capitalisme dans l'agriculture doit disparaître, sous toutes ses formes pour permettre à tous et toutes de manger une alimentation choisie, de qualité et durable, et aux travailleur-euses de l'agriculture de vivre dignement de leur travail.

Outre nous rappeler que de simples réformes sans rupture avec le capitalisme seront vouées à l'échec ou à minima à de grandes difficultés, ce constat doit nous inviter à plusieurs actions :

- politiser les enjeux agricoles auprès de la population, pour briser l'influence du syndicalisme agricole majoritaire
- proposer des mesures fortes pour s'attaquer de front au capitalisme agricole dès l'arrivée de la gauche au pouvoir
- rallier les agriculteur-rices (au-delà des syndicats Confédération Paysanne et MODEF) à des propositions de gauche et communistes, pour qu'ils deviennent une force sociale progressiste et non plus réactionnaire comme l'est aujourd'hui le syndicalisme majoritaire

## **1. Politiser les enjeux alimentaires auprès du grand public**

L'alimentation est un sujet politique majeur. Elle nous concerne tous et toutes. Elle fait aujourd'hui l'objet de mobilisations cependant assez sectorielles. Pour caricaturer, de très nombreuses personnes se mobilisent autour de l'accès à l'alimentation et de l'aide alimentaire d'un côté, et autour des enjeux environnementaux et d'agriculture paysanne de l'autre. Si des passerelles existent entre ces deux mondes militants et écosystèmes associatifs, elles sont à développer. Car les dimensions environnementale, sociale et économique de l'agriculture et l'alimentation sont liées par un système économique capitaliste qui est responsable des privations des un-es, des maladies des autres et des crises environnementales et climatiques. De plus, si des mouvements sociaux et luttes existent autour de l'alimentation, leur politisation est assez variable, avec de nombreuses dimensions charitables dans les luttes pour l'accès à l'alimentation sans prisme d'analyse de lutte des classes ou de simples réformes écologiques et sociales dans la production agricole dans remise en cause du capitalisme.

Nous, communistes, devons prendre notre place dans ces mouvements sociaux et contribuer à leur politisation, pour participer à les faire converger en un mouvement social de l'alimentation anticapitaliste et écologique, qui répond à des enjeux de classe.

Cela ne revient pas à contrôler ces dynamiques, mais à y participer en tant que communistes. Les fédérations et sections peuvent participer à l'organisation des manifestations, débats, actions de solidarités concrètes sur leurs territoires. Les capacités locales du PCF (impressions, locaux, reflexes militants) peuvent être des atouts dans ces luttes. Par ailleurs, les militants du PCF peuvent proposer des formations, débats, conférences dans ces mobilisations pour permettre de construire une conscience de classe et d'accompagner leur politisation.

Le foisonnement d'initiatives locales autour de la sécurité sociale de l'alimentation, mais aussi les luttes parfois très ancrées géographiquement contre les projets de fermes usines ou de méga-bassines sont autant de mouvements à rejoindre pour apporter l'appui des communistes, et participer à politiser ces luttes et indirectement, le reste de la population. Ces combats ne mobilisent cependant pas toute la société, et des actions pour sensibiliser, rencontrer, et agir avec des personnes moins actives politiquement, associativement, syndicalement restent à construire en parallèle.

## **2. Proposer des mesures fortes de transformation de l'agriculture**

Rompre avec le capitalisme dans l'agriculture et dans l'alimentation représente un triple objectif : libérer l'accès à l'alimentation du profit capitaliste, briser la domination du capitalisme sur les travailleur-euses de l'agriculture et l'agro-alimentaire, et reprendre le pouvoir politique que les capitalistes exercent dans le domaine.

Tout parlementarisme ne s'attaquant pas à minima à une batterie de mesures fortes contre le capitalisme, que ce soit dans les programmes politiques, mais aussi dans la communication politique et la rhétorique du parti, ne permet pas d'envisager la moindre rupture

### **La sécurité sociale de l'alimentation**

La sécurité sociale de l'alimentation (SSA) représente un outil fort de sortie de tout ou partie du commerce alimentaire du capitalisme agricole. En garantissant un montant alimentaire à tous et toutes, sur des produits conventionnés, elle retire aux capitalistes le pouvoir de décider de l'alimentation de la population et le rend aux citoyen-nes, qui choisissent collectivement, par l'implication dans les caisses locales d'alimentation qui conventionnent, et individuellement, sans

contraintes économiques sur leurs achats desdits produits conventionnés. Enfin, la SSA retire aussi aux capitalistes leur pouvoir d'imposer des choix alimentaires aux plus pauvres par le don de denrées et la défiscalisation.

### **Nationaliser et collectiviser**

La nationalisation des banques et organismes de crédit aux agriculteur-rices doit permettre de les libérer du poids de la dette qui dicte aujourd'hui les choix des exploitations agricoles. Des nationalisations et collectivisations plus ciblées doivent être faites dans l'amont (fournisseurs de matériel, de tracteurs, d'intrants) et en aval (agro-alimentaire, transformation, commerce alimentaire). L'accompagnement et le conseil technique doivent aussi être remis dans le giron du public, des chambres d'agriculture ou d'organismes non-lucratifs.

### **Réforme agraire**

La propriété foncière doit être rendue collective pour briser le pouvoir des grands propriétaires terriens, notamment dans les plaines céréalières ou des concentrations foncières sous des formes de plus en plus financiarisées sont à l'œuvre. Seule une gestion collective et sortie de la propriété privée des terres permettra de garantir l'installation de nouvelles générations d'agriculteur-rices.

### **Empêcher la privatisation de l'eau, en particulier les méga-bassines**

Les méga-bassines, ou réserves de substitution, sont basées sur une logique de prélèvement en hiver de l'eau pour l'irrigation en été. L'objectif est de pomper cette eau lorsqu'elle est plus abondante dans le milieu en hiver lorsqu'il pleut et de la stocker, pour la substituer aux prélèvements estivaux, souvent limités par des arrêtés préfectoraux, ou impossibles physiquement, en raison de l'assèchement des cours d'eau et des nappes phréatiques.

Cette solution est un non-sens : elle contribue à privatiser l'eau au profit des seuls agriculteurs raccordés aux bassines. Elle ne résout en rien l'assèchement progressif des milieux agricoles et contribue à modifier durablement le cycle de l'eau. En stockant l'eau dans des bassines plastifiées où elle s'évapore facilement, on ne la laisse pas dans les rivières, zones humides et nappes phréatiques, où son écoulement progressif hydrate la totalité du paysage et non pas uniquement quelques champs en monocultures de plantes dédiées au profit de quelques-uns.

Une réelle planification de l'irrigation doit passer par la priorisation des usages agricoles qui nécessitent de l'eau. Cela est un choix politique. Deuxièmement, la solution qui doit être visée pour maintenir de l'eau dans nos paysages agricoles passe par la plantation massive de haies, la reforestation des têtes de bassins, la reconquête de prairies permanentes en bordure de ruisseau, le rebouchage des drains, la recréation de zones humides, la reconstitution de méandres, la couverture des sols agricole pour faciliter l'infiltration et prévenir l'érosion, ... Autant de solutions qui rendent obsolètes les bassines et nécessitent une action collective, planifiée au profit de tous et toutes plutôt qu'une minorité de capitalistes.

Ces propositions n'ont pas vocation à être exhaustives. Elles sont là pour illustrer les besoins de politiques amicales mais frontalement opposées aux intérêts des capitalistes. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de concessions au capitalisme agricole, car ce sont autant de munitions et de pouvoir politique laissés à nos ennemis de classe.

### **3. Rallier les agriculteur-rices au communisme**

Les agriculteur-rices sont des capitalistes. Ils sont propriétaires de leur outil de production et parfois emploient de la main d'œuvre salariée. Cependant, les exploitations agricoles sont, pour beaucoup, très fortement endettées auprès des banques et de leur fournisseurs, intégrées ou très dépendantes de ces mêmes fournisseurs et des acheteurs de matières premières agricoles, et les agriculteur-rices se rémunèrent de façon très inégale selon les entreprises, les spécialisations et les régions. Ils ne sont donc pas des travailleur-euses au sens strict, mais bénéficient et bénéficieraient des avancées que la gauche et le communisme peuvent conquérir là où les capitalistes perdraient. Ce sont sur ces avancées que le PCF peut soutenir et proposer de solutions politiques aux agriculteur-rices, et non pas se limiter à des phrases creuses qui ne servent qu'à ne pas s'attirer les foudres de la FNSEA sur les plateaux télé.

Le rôle des communistes et des syndicats dans la conquête de la sécurité sociale doit être mis en avant auprès des agriculteurs. Mais plus spécifiquement, la sécurité sociale des agriculteur-rices, la Mutualité Sociale Agricole, présente aujourd'hui des limites et des perspectives progressistes s'ouvrent pour résoudre certains problèmes. L'intégration de la MSA dans le régime général de la sécurité sociale pour proposer une égalité entre les agriculteur-rices et les salarié-es peut représenter un outil pour permettre l'accès à des droits similaires. De même, la création d'outils de maintien publics ou collectifs de la rémunération face aux aléas climatiques (gel, crue, sécheresse, ...), sortis de systèmes d'assurances privées représente un nouveau droit à obtenir pour les agriculteur-rices et une amélioration matérielle concrète.

Pour cela, le PCF doit être un soutien et un avocat des mesures socialisantes dans l'agriculture afin d'afficher et de communiquer sur un soutien aux conditions matérielles des agriculteur-rices, sans renier nos convictions.

Plus largement, l'établissement de lien entre les communistes et les agriculteur-rices passe, en plus de l'implication dans les luttes évoquées en partie 1 qui peuvent inclure des agriculteurs, par des actions dédiées. L'organisation de marchés de producteurs lors des fêtes et événements du parti, l'achat d'aliments en direct auprès de producteurs pour la restauration, l'organisation d'AMAP ou de points de livraison à destination des militant-es permettent de concrétiser les liens par une forme de soutien économique par l'achat. Les liens peuvent aussi se renforcer par l'organisation de chantiers participatifs organisés par les communistes sur les fermes de paysan-nes pour découvrir leur métier et partager des temps de collectifs. Enfin, un soutien dans leurs mobilisations et un affichage du PCF lors des actions de la Confédération Paysanne et du MODEF représente une perspective de lien entre communistes et paysan-nes, mais aussi d'affichage et de communication pour le PCF sur les luttes de l'agriculture.

## **Conclusion :**

Notre action doit nous amener à participer aux mobilisations et à interagir avec et appuyer les luttes autour des sujets alimentaires et agricoles pour positionner le PCF comme un partenaire de ces mouvements, et participer à leur politisation vers une conscience de classe. Parallèlement, le PCF doit, pour des raisons autant politiques que d'affichage, mettre en avant les intérêts pour les agriculteur-rices du communisme et des politiques progressistes. Enfin, le PCF doit être prêt, s'il accède au pouvoir seul ou en coalition, à mettre en place très rapidement des réformes qui s'attaquent au pouvoir économique et politique des capitalistes dans l'agriculture. C'est pris entre les réformes et les mouvements sociaux que les capitalistes abdiqueront dans le domaine.

Cette contribution invite aussi à se rapprocher, nous communistes, des agriculteur-rices, des ouvrier-ères de l'agro-alimentaire, des luttes pour l'accès à l'alimentation, des mouvements environnementaux, pour enrichir nos visions, mettre à jour nos analyses, et faire prendre conscience des enjeux de classe à nos partenaires. Elle n'amène pas toutes les réponses et reste imparfaite en matière de propositions. C'est les échanges permanents entre communistes et avec les paysan-nes puis l'effervescence politique dans un contexte révolutionnaire qui parachèvera les propositions existantes, en proposera des nouvelles et des meilleures. C'est notamment la raison pour laquelle ce texte n'aborde pas la question du statut des paysan-nes, en proposant, de manière hors-sol, leur fonctionnarisation ou non.